

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), KARINE NAUD, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Donnacona pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature *Karine Naud*

Date 27 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
VILLE DE DONNACONA

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Donnacona (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), de l'état des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 13 avril 2023.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Saint-Marc-des-Carières, 18 avril 2024
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A129685

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	10 637 430	10 624 748	10 131 002
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 935 832	1 946 055	1 828 960
Quotes-parts	3			
Transferts	4	19 538 114	6 741 136	834 087
Services rendus	5	1 313 684	1 496 906	1 311 303
Imposition de droits	6	440 150	668 560	452 532
Amendes et pénalités	7	223 020	212 749	225 497
Revenus de placements de portefeuille	8	26 015	71 091	36 278
Autres revenus d'intérêts	9	60 622	78 942	80 031
Autres revenus	10	149 116	1 230 667	42 375
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	34 323 983	23 070 854	14 942 065
Charges				
Administration générale	14	2 285 979	2 236 681	2 208 303
Sécurité publique	15	1 813 164	1 786 964	1 724 992
Transport	16	2 803 223	3 023 856	2 884 997
Hygiène du milieu	17	4 388 169	4 610 786	4 534 416
Santé et bien-être	18	62 345	97 875	61 566
Aménagement, urbanisme et développement	19	684 910	865 193	675 447
Loisirs et culture	20	4 295 372	4 249 083	4 040 298
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	641 457	700 122	498 082
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	16 974 619	17 570 560	16 628 101
Excédent (déficit) de l'exercice	25	17 349 364	5 500 294	(1 686 036)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		65 411 460	67 097 496
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		65 411 460	67 097 496
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		70 911 754	65 411 460

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	239 607	303 551
Débiteurs (note 5)	2	16 936 309	11 825 831
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	412 544	360 185
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	6 392	6 392
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	17 594 852	12 495 959
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	6 342 285	4 871 097
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 235 564	2 427 391
Revenus reportés (note 11)	12	347 022	215 285
Dette à long terme (note 12)	13	22 962 516	20 382 515
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	462 867	400 963
	16	34 350 254	28 297 251
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(16 755 402)	(15 801 292)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	86 720 573	80 036 917
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	599 720	801 958
Stocks de fournitures	20	281 357	246 148
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	79 358	127 729
	23	87 681 008	81 212 752
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	70 925 606	65 411 460
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	70 911 754	65 411 460
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	13 852	
	27	70 925 606	65 411 460

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 349 364	5 500 294	(1 686 036)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	17 237 786)(	10 260 203)(	3 990 131)
Produit de cession	3		42 989	3 509
Amortissement	4	3 393 065	3 616 141	3 394 888
(Gain) perte sur cession	5		(82 182)	94 933
Réduction de valeur / Reclassement	6		(401)	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(13 844 721)	(6 683 656)	(496 801)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		202 238	(500 784)
Variation des stocks de fournitures	10		(35 209)	(34 496)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		48 371	19 103
	13		215 400	(516 177)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		13 852	
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			8 912
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 504 643	(954 110)	(2 690 102)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(15 801 292)	(13 111 190)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(15 801 292)	(13 111 190)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(16 755 402)	(15 801 292)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	13 852
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	13 852
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	13 852

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 500 294	(1 686 036)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 616 141	3 394 888
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations	3.1	(82 182)	94 933
▪ Perte sur cession de placements	3.2		2 233
	4	9 034 253	1 806 018
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(5 110 478)	1 113 779
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 870 077	(1 515 035)
Revenus reportés	8	131 737	(600)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	202 238	(500 784)
Stocks de fournitures	11	(35 209)	(34 496)
Autres actifs non financiers	12	48 371	19 103
	13	6 140 989	887 985
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(10 260 203)	(3 990 131)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	42 989	3 509
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(10 217 214)	(3 986 622)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(38 507)	42 364
Cession	22		
	23	(38 507)	(42 364)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 104 272	1 699 509
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 465 749)	(1 405 482)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 471 188	1 964 287
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(58 522)	57 716
Autres			
▪ Reclassement entre les immos et les propriétés destinées à la revente	28.1	(401)	8 912
	29	4 050 788	2 324 942
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(63 944)	(816 059)
Solde déjà établi	31	303 551	1 119 610
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	303 551	1 119 610
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	239 607	303 551

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Donnacona est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat suivant : la Régie régionale de Gestion des Matières résiduelles de Portneuf.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de ce partenariat pour l'exercice est de 9,7796 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 9,9631 % en début d'exercice à 9,7796 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville et de la Régie sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont évalués à la juste valeur marchande.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville et la Régie en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville et la Régie comptabilisent un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Pour la Ville :

	<u>Durées</u>
Infrastructures	15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	10, 20 et 40 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 25 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 et 20 ans

Pour la Régie :

	<u>Durées</u>
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 25 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville et la Régie capitalisent les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks (pour la Ville)

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Stocks (pour la Régie)

Les stocks sont comptabilisés au coût. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville ou la Régie bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville ou la Régie bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le régime de retraite offert par la Ville à ses employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite auxquels participe la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme liée au règlement V-507 (Boues de fosses septiques)
 - pour la dette à long terme liée au règlement V-568 (Réfection des membranes d'étanchéité des bassins de l'usine de filtration)
 - pour la dette à long terme liée au règlement V-580 (Réparation du réservoir d'eau potable numéro 1 à l'usine de filtration).

pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

-Éléments présentés à l'encontre des DCTP : (pour la Régie)

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville et la Régie évaluent initialement leurs actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elles évaluent au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Elles évaluent ultérieurement tous leurs actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada

À compter du présent exercice, la Ville et la Régie ont adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville et la Régie comptabilisent un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville ou la Régie qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville et la Régie doivent comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville ou la Régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

La Régie appliquait antérieurement le chapitre SP 3270, Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. L'adoption des nouvelles recommandations du chapitre SP 3280 n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Régie.

Pour la Ville, ces nouvelles exigences ayant été appliquées de façon prospective, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. Ceci a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

Postes des états financiers	2023
AF - Charges de désactualisation	1 000
AF - Charges d'amortissement	5 000
AF - Conciliation à des fins fiscales - Amortissement	5 000
AF - Affectation - Activités d'investissement	25 000
AF - Affectation - Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 000
AI- Acquisition d'immobilisations corporelles	25 000
AI - Affectation - Activités de fonctionnement	25 000
Autres passifs	26 000
Immobilisations corporelles	20 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20 000

Mise en application des chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201 du Manuel de CPA Canada

Au cours de l'exercice, la Ville et la Régie ont adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Pour la Ville, ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et n'ont eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers.

Pour la Régie :

Les effets sur les états financiers de la Régie portent principalement sur ses placements ainsi que sur les éléments de ses résultats et de ses gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. Ceci a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

Postes des états financiers	2023
Placements de portefeuille	13 852 \$
Excédent accumulé - Gains (pertes) de réévaluation cumulés	13 852 \$

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	199 423	179 384
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	40 184	124 167
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	239 607	303 551
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	239 607	303 551
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	191 284	292 973
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Pour la Ville, la trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés sont composés des sommes dédiées à des fins particulières accumulées constituant le fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels pour 25 057 \$, les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés pour 8 677 \$ et le fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection pour 13 217 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Pour la Régie, le solde inclut la totalité de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie pour 144 333 \$.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	471 194	369 652
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	13 324 475	8 573 930
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 507 936	2 246 676
Organismes municipaux	13	21 681	56 658
Autres			
▪ Amendes et frais connexes	14.1	243 697	237 287
▪ Autres	14.2	367 326	341 628
	15	16 936 309	11 825 831
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 562 219	6 624 066
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	7 562 219	6 624 066
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 758 429	1 424 054
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	10 927 422	6 676 623
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	45 000	36 817
Ministère de la Culture et des Communications	25	42 900	44 095
Autres ministères/organismes	26	550 724	392 341
	27	13 324 475	8 573 930

Note

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	412 544	360 185
	35	412 544	360 185
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	412 544	360 185
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Placement de la Régie.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

L'emprunt temporaire, au taux préférentiel, est autorisé à 2 230 000 \$.

Les emprunts temporaires relatifs aux règlements d'emprunt V-607, V-608 et V-609, au taux préférentiel de 7,2% , sont autorisés pour une somme totale de 19 357 200 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	2 342 714	1 105 464
Salaires et avantages sociaux	42	670 574	707 456
Dépôts et retenues de garantie	43	956 108	481 332
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	232 385	102 722
▪ Redevances à payer	45.2	33 783	30 417
	46	4 235 564	2 427 391

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Autres transferts	52.1	115 143	8 725
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	25 057	25 057
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres	60.1	121 564	88 460
▪ Obligations prêts de services	60.2	85 258	93 043
	61	347 022	215 285

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,86	5,15	2024	2028	62	22 636 793	20 045 984
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2025	2030	68	502 319	454 605
Autres					69		
					70	23 139 112	20 500 589
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(176 596)	(118 074)
					72	22 962 516	20 382 515

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	1 336 865	124 798		1 461 663
2025	74	1 266 493	125 818		1 392 311
2026	75	1 236 701	96 298		1 332 999
2027	76	1 226 782	95 771		1 322 553
2028	77	1 245 195	81 940		1 327 135
2029 et plus	78	16 324 757	42 485		16 367 242
	79	22 636 793	567 110		23 203 903
Intérêts et frais accessoires	80	(	64 791)	(	64 791)
	81	22 636 793	502 319		23 139 112

Note

Les versements prévus au cours des prochains exercices ont été établis à partir des remboursements prévus en considérant le refinancement des emprunts aux mêmes conditions.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	254 477
Autres régimes (REER et autres)	88	15 276
Régimes de retraite des élus municipaux	89	25 688
	90	295 441

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	462 867	400 963
Autres			
▪	94.1		
	95	462 867	400 963
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97	461 867	400 963
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99	1 000	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	462 867	400 963

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Pour la Ville, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent les activités relativement aux activités d'assainissement résultant de l'utilisation normale et productive du dépôt à neige.

L'évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'exercice est constitué de nouvelles obligations de mise hors service pour 25 000 \$ et de charges de désactualisation pour 1 000 \$.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont un taux d'actualisation, incluant l'inflation, de 4 % et une période d'actualisation de 5 ans.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2023 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 25 000 \$.

Pour la Régie, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent les activités relativement aux activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 \$/m³ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Pour les obligations liées aux activités de post-fermeture, un rapport a été produit par un expert externe afin d'estimer le coût annuel. Ces activités seront d'une durée de 30 ans. En date des états financiers, le coût annuel de ces activités est estimé à 377 025 \$. Pour pourvoir à ces activités de post-fermeture, la Régie se doit de déposer en fiducie un montant annuel correspondant à 4,91 \$/m³ enfoui. Cette évaluation est revue à tous les 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	25 748 374	911 796	(1 124 506)	27 784 676
Eaux usées	103	26 387 920	699 972	(1 460 777)	28 548 669
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	30 806 397	2 304 775	(4 339 585)	37 450 757
Autres					
▪ Site enfouissement	105.1	1 547 078	6 069		1 553 147
▪ Autres	105.2	6 746 937	167 320	1 169 527	5 744 730
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	20 893 498	481 765	(38 150)	21 413 413
Améliorations locatives	108	335 175			335 175
Véhicules	109	4 721 659	446 446	34 923	5 133 182
Ameublement et équipement de bureau	110	848 663	85 178	6 450	927 391
Machinerie, outillage et équipement divers	111	3 543 853	96 445	458 016	3 182 282
Terrains	112	1 038 114	10 499	(402)	1 049 015
Autres	113	34 510			34 510
	114	122 652 178	5 210 265	(5 294 504)	133 156 947
Immobilisations en cours	115	6 877 642	5 049 938	5 676 646	6 250 934
	116	129 529 820	10 260 203	382 142	139 407 881
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	11 181 064	607 022	(1 569)	11 789 655
Eaux usées	118	12 241 894	676 710	(1 685)	12 920 289
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	13 399 431	887 101	(4 079)	14 290 611
Autres					
▪ Site enfouissement	120.1	936 543	62 184		998 727
▪ Autres	120.2	2 555 373	220 056	(9 963)	2 785 392
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	4 171 934	540 727	4 812	4 707 849
Améliorations locatives	123	238 143	21 678	167	259 654
Véhicules	124	2 256 386	297 263	252 697	2 300 952
Ameublement et équipement de bureau	125	518 666	77 257	(10 397)	606 320
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 959 884	224 457	190 992	1 993 349
Autres	127	33 585	1 686	761	34 510
	128	49 492 903	3 616 141	421 736	52 687 308
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	80 036 917			86 720 573
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	565 989	142 272		708 261
Amortissement cumulé	131	(62 367)	(81 026)		(143 393)
Valeur comptable nette	132	503 622			564 868

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	381 671	547 246
Immeubles industriels municipaux	134	218 049	254 712
Autres	135		
	136	599 720	801 958
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	599 720	801 958

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	79 358	119 802
▪ Frais reportés	144.2		7 927
Autres			
▪	145.1		
	146	79 358	127 729

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée pour différentes dépenses de fonctionnement et d'investissement dont certaines sont financées par règlements d'emprunt pour un montant total de 7 946 170 \$ principalement pour la construction de la nouvelle caserne, la construction d'un bassin de rétention souterrain au parc Jean-Baptiste Matte et la réfection de la dalle de l'aréna.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

En vertu de différents programmes de subvention gouvernementale, la Ville a reçu la confirmation en 2023 qu'elle aurait droit à un montant total de 11 125 645 \$. À la date des états financiers, une somme de 5 972 484 \$ a été comptabilisée à titre de revenus de transfert d'investissement, considérant la réalisation des dépenses.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Non en souffrance	15 958 508	11 155 974
En souffrance ^[1] :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours		
	15 958 508	11 155 974
Moins la provision pour créances douteuses	(-)	(-)
	15 958 508	11 155 974

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille (pour la Régie)

La Régie atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Régie considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Pour 2023 :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	6 342 285	–	–	–	6 342 285
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 003 179	–	–	–	4 003 179
Intérêts courus à payer	232 385	–	–	–	232 385
Dettes à long terme	1 461 663	2 725 310	2 649 688	16 302 451	23 139 112
	12 039 512	2 725 310	2 649 688	16 302 451	33 716 961

Pour 2022 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	4 871 097	–	–	–	4 871 097
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 324 669	–	–	–	2 324 669
Intérêts courus à payer	102 722	–	–	–	102 722
Dettes à long terme	1 471 212	2 639 422	2 421 387	13 968 568	20 500 589
	8 769 700	2 639 422	2 421 387	13 968 568	27 799 077

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville et de la Régie est attribuable à leurs actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville et la Régie ont l'intention de conserver leurs placements de portefeuille jusqu'à échéance et prévoient rembourser leurs emprunts et leurs dettes selon l'échéance prévue, elles sont peu exposées à ce risque.

La Ville et la Régie sont exposées au risque associé aux variations des taux d'intérêt de leurs emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	6 342 285	6 342 285
Dette à long terme	23 139 112	-	23 139 112

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	4 871 097	4 871 097
Dette à long terme	20 500 589	-	20 500 589

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Ville et de la Régie.

Autre risque de prix (pour la Régie)

L'autre risque de prix auquel la Régie est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Régie à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 981 052	10 570 780	10 579 598			10 579 598
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 828 960	1 935 832	1 946 055			1 946 055
Quotes-parts	3					827 021	
Transferts	4	361 164	372 808	417 513		327 390	744 903
Services rendus	5	904 125	932 842	1 082 550		414 356	1 496 906
Imposition de droits	6	452 532	440 150	668 560			668 560
Amendes et pénalités	7	225 497	223 020	212 749			212 749
Revenus de placements de portefeuille	8	24 435	20 000	47 661		23 430	71 091
Autres revenus d'intérêts	9	78 818	60 000	79 574		(632)	78 942
Autres revenus	10	(43 899)	22 700	479 486		42 456	521 942
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	13 812 684	14 578 132	15 513 746		1 634 021	16 320 746
Investissement							
Taxes	13	149 950	66 650	45 150			45 150
Quotes-parts	14						
Transferts	15	161 924	18 882 272	5 962 665		33 568	5 996 233
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		120 000	654 855			654 855
Autres	18	19 265		53 870			53 870
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	331 139	19 068 922	6 716 540		33 568	6 750 108
	22	14 143 823	33 647 054	22 230 286		1 667 589	23 070 854
Charges							
Administration générale	23	2 078 810	2 158 480	2 105 365	131 316		2 236 681
Sécurité publique	24	1 663 835	1 742 173	1 704 606	82 358		1 786 964
Transport	25	1 837 614	1 766 946	1 874 427	1 149 429		3 023 856
Hygiène du milieu	26	2 472 584	2 359 510	2 392 144	1 402 483	1 643 180	4 610 786
Santé et bien-être	27	61 566	62 345	97 875			97 875
Aménagement, urbanisme et développement	28	668 846	676 409	859 311	5 882		865 193
Loisirs et culture	29	3 410 085	3 654 104	3 612 418	636 665		4 249 083
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	467 197	601 891	658 907		41 215	700 122
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 207 594	3 197 784	3 408 133	(3 408 133)		
	34	15 868 131	16 219 642	16 713 186		1 684 395	17 570 560
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(1 724 308)	17 427 412	5 517 100		(16 806)	5 500 294

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Administration municipale	Réalisations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 724 308)	17 427 412	5 517 100	(16 806)	5 500 294
Moins : revenus d'investissement	2	(331 139)	(19 068 922)	(6 716 540)	(33 568)	(6 750 108)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 055 447)	(1 641 510)	(1 199 440)	(50 374)	(1 249 814)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 207 594	3 197 784	3 408 133	208 008	3 616 141
Produit de cession	5			20 726	22 263	42 989
(Gain) perte sur cession	6	98 442		(59 919)	(22 263)	(82 182)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(401)		(401)
	8	3 306 036	3 197 784	3 368 539	208 008	3 576 547
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	220		203 726		203 726
Réduction de valeur / Reclassement	10			401		401
	11	220		204 127		204 127
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	2 233				
	15	2 233				
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(764 367)	(764 824)	(583 682)	(175 549)	(759 231)
	18	(764 367)	(764 824)	(583 682)	(175 549)	(759 231)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 153 496)	(791 450)	(714 674)	(9 375)	(724 049)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	265 437		128 143		128 143
Excédent de fonctionnement affecté	21	405 810		7 867	67 694	75 561
Réserves financières et fonds réservés	22			(6 942)		(6 942)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	54 488		60 812	1 236	62 048
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(427 761)	(791 450)	(524 794)	59 555	(465 239)
	26	2 116 361	1 641 510	2 464 190	92 014	2 556 204
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	60 914		1 264 750	41 640	1 306 390

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	331 139	6 716 540	33 568	6 750 108
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	118 308)(	113 349)(	1 315)(	114 664)
Sécurité publique	3 (	938 730)(	1 968 155)(	)	1 968 155)
Transport	4 (	1 090 382)(	3 269 100)(	)	3 269 100)
Hygiène du milieu	5 (	521 211)(	4 526 319)(	209 940)(	4 736 259)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	94 391)(	4 525)(	)	4 525)
Loisirs et culture	8 (	788 460)(	167 500)(	)	167 500)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	3 551 482)(	10 048 948)(	211 255)(	10 260 203)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	492 092)(	1 900)(	)	1 900)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 155 235	2 317 329	142 274	2 459 603
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 153 496	714 674	9 375	724 049
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	494 921	121 878	19 214	141 092
Excédent de fonctionnement affecté	17	149 479	7 500		7 500
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	1 797 896	844 052	28 589	872 641
	20	(1 090 443)	(6 889 467)	(40 392)	(6 929 859)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(759 304)	(172 927)	(6 824)	(179 751)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	51 534	95 274	144 333	239 607
Débiteurs (note 5)	2	11 494 565	16 542 909	393 400	16 936 309
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			412 544	412 544
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	6 392	6 392		6 392
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	11 552 491	16 644 575	950 277	17 594 852
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 871 097	6 342 285		6 342 285
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 252 869	4 030 587	204 977	4 235 564
Revenus reportés (note 11)	12	206 560	347 022		347 022
Dettes à long terme (note 12)	13	19 122 000	21 733 046	1 229 470	22 962 516
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15		26 000	436 867	462 867
	16	26 452 526	32 478 940	1 871 314	34 350 254
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 900 035)	(15 834 365)	(921 037)	(16 755 402)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	77 887 430	84 567 839	2 152 734	86 720 573
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	801 958	599 720		599 720
Stocks de fournitures	20	246 148	268 215	13 142	281 357
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	123 539	74 731	4 627	79 358
	23	79 059 075	85 510 505	2 170 503	87 681 008
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	403 776	1 479 111	229 042	1 708 153
Excédent de fonctionnement affecté	25	156 527	290 599	91 874	382 473
Réserves financières et fonds réservés	26	15 899	21 894		21 894
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(610 024 ) (	587 458 ) (	) (	587 458)
Financement des investissements en cours	28	(2 521 973)	(2 903 998)	(6 824)	(2 910 822)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	66 714 835	71 375 992	921 522	72 297 514
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			13 852	13 852
	31	64 159 040	69 676 140	1 249 466	70 925 606
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 015 710	4 761 280	5 110 843	4 870 393
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 168 760	1 090 854	1 166 931	1 108 568
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 779 776	5 011 365	5 865 663	5 922 393
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	344 125	375 309	416 524	277 753
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	168 251	183 503	183 503	131 577
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	89 515	100 095	100 095	88 752
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 158 834	1 159 151	359 426	344 447
Transferts	15				
Autres	16			11 657	12 775
Autres					
Transferts	17	242 387	308 867	309 831	310 935
Autres	18	50 000	62 547	177 863	133 911
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	3 197 784	3 408 133	3 616 142	3 394 888
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Indemnités et dommages	21.1	4 500	21 731	21 731	27 771
▪ Coût des terrain vendus	21.2		203 957	203 957	
▪ Autres	21.3		26 394	26 394	3 938
	22	16 219 642	16 713 186	17 570 560	16 628 101

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 708 153	536 258
Excédent de fonctionnement affecté	2	382 473	390 229
Réserves financières et fonds réservés	3	21 894	15 899
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	587 458)(	610 024)
Financement des investissements en cours	5	(2 910 822)	(2 521 973)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	72 297 514	67 601 071
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	13 852	
	8	70 925 606	65 411 460
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 479 111	403 776
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	229 042	132 482
	11	1 708 153	536 258
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12.1	290 599	156 527
	13	290 599	156 527
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1	91 874	233 702
	15	91 874	233 702
	16	382 473	390 229

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	8 677
Organismes contrôlés et partenariats	26	15 899
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	13 217
Autres		
▪	30.1	
	31	
	21 894	15 899
	32	
	21 894	15 899

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	25 000)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 (	25 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	70 522)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪ Financement LT Fonctionnement	57 (	562 458)(
	57 (	632 980)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	70 522
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	115 336
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	70 522
	64 (	587 458)(
		115 336
		610 024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 283 832	151 160
Investissements à financer	66 (3 194 654)(	2 673 133)
	67 (2 910 822)	(2 521 973)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 86 720 573	80 036 917
Propriétés destinées à la revente	69 599 720	801 958
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72 6 392	6 392
	73 87 326 685	80 845 267
Ajustements aux éléments d'actif	74	(9)
	75 87 326 685	80 845 258
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (22 962 516)(	20 382 515)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (176 596)(	118 074)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 7 562 219	6 624 066
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 70 522	115 336
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 477 200	517 000
	81 (15 029 171)(	13 244 187)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (15 029 171)(	13 244 187)
	84 72 297 514	67 601 071

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. En vertu du régime, les contributions sont versées par les participants et l'employeur. La participation des participants est de 7,5 % de leur salaire et celle de l'employeur est de 7,5 % du salaire des participants.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	254 477
	110	254 477
		243 681

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Concernant le REER de la Régie : Les cotisations des employés admissibles sont fixées à 6 %, mais il peut arriver de façon exceptionnelle qu'un employé admissible préfère cotiser selon un pourcentage moindre. Les cotisations de l'employeur sont égales aux cotisations de l'employé admissible jusqu'à concurrence de 6 %, ou 8 % pour les cadres.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	15 276
Autres régimes	115	13 593
	116	15 276
		13 593

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	13
		14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	5 259	5 120
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	17 741	15 331
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	7 947	10 881
	121	25 688	26 212

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 115 276	7 110 013	7 110 013
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4	66 650	45 150	45 150
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	413 037	413 692	413 692
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 594 963	7 568 855	7 568 855
				7 163 680
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 228 577	1 224 016	1 224 016
Égout	13	668 470	675 749	675 749
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	922 559	927 317	927 317
Autres				
Évaluation	16.1	129 555	128 965	128 965
Centres d'urgence 9-1-1	17	37 500	36 932	36 932
Service de la dette	18	55 806	62 914	62 914
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 042 467	3 055 893	3 055 893
				2 967 322
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 042 467	3 055 893	3 055 893
	27	10 637 430	10 624 748	10 624 748
				10 131 002

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	180 297	171 191	168 247
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	349 444	340 252	334 403
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	529 741	511 443	502 650
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 270 646	1 271 893	1 215 047
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	135 445	162 719	111 263
Taxes d'affaires	38			
	39	1 406 091	1 434 612	1 326 310
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	1 935 832	1 946 055	1 828 960

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	34 650	36 489	38 216
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	83 822	88 272	71 419
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	245	258	3 391
Réseau de distribution de l'eau potable	63	27 305	28 754	44 188
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65	39 108	41 185	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			97 225
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74	42	44	18
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			5 776
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77	17 000	15 000	15 000
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	23 949	59 188	48 836
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	21 100	22 736	29 586
Autres	83	7 000	7 000	23 724
Réseau d'électricité	84			
	85	254 221	298 926	351 885

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			5 250
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88	4 745 000	1 882 620	1 882 620
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	793 435	741 279	74 175
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102	258 384	240 353	18 031
Traitement des eaux usées	103	8 801 500		
Réseaux d'égout	104	4 283 953	3 012 183	14 753
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108		33 568	52 724
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	86 230	86 230	46 525
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			3 190
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	18 882 272	5 962 665	5 996 233
				214 648

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129		230 165	171 544
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	118 587	118 587	96 010
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	118 587	118 587	267 554
TOTAL DES TRANSFERTS	136	19 255 080	6 380 178	834 087

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137	34 139	117 857	76 498
Évaluation	138			
Autres	139			
	140	34 139	117 857	76 498
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	23 800	12 438	16 246
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	23 800	12 438	16 246
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146	16 100	28 397	2 996
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151	16 100	28 397	2 996
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153	10 302	10 302	10 880
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156		1 558	1 293
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157		409	
Tri et conditionnement	158			
Autres	159		48 264	33 896
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	10 302	10 302	46 069

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	1 000	500	500
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	1 000	500	500
Réseau d'électricité	177			
	178	85 341	169 494	219 725
				142 739

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181			
	182			
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	1 000	36 259	47 342
Enlèvement de la neige	189	15 100	24 184	24 184
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	16 100	60 443	47 342
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	6 000		
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201		226 186	248 224
Matières recyclables	202		137 939	123 765
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	6 000	364 125	371 989

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	5 800	8 100	8 100
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	5 800	8 100	8 100
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	767 817	801 474	801 474
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	2 450	1 682	1 682
Autres	219	49 334	41 357	41 357
	220	819 601	844 513	844 513
Réseau d'électricité	221			
	222	847 501	913 056	1 277 181
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	932 842	1 082 550	1 496 906

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	90 150	319 616	44 541
Droits de mutation immobilière	225	350 000	348 944	407 991
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	440 150	668 560	452 532
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	223 020	212 749	225 497
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230	20 000	47 661	36 278
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	60 000	79 574	80 031
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	1 000	59 919	(94 933)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		363 035	2 073
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		(6 083)	(2 454)
Contributions des promoteurs	236	120 000	654 855	654 855
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		60 645	60 645
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	21 700	49 757	137 689
	242	142 700	1 188 211	42 375
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	222 317	212 456	6 332	218 788	218 788	216 037
Greffe et application de la loi	2	554 876	554 206	4 018	558 224	558 224	545 675
Gestion financière et administrative	3	977 520	897 028	120 966	1 017 994	1 017 994	1 002 565
Évaluation	4	115 631	103 631		103 631	103 631	108 372
Gestion du personnel	5	110 830	114 022		114 022	114 022	117 819
Autres							
▪ Autres	6.1	177 306	224 022		224 022	224 022	217 835
	7	2 158 480	2 105 365	131 316	2 236 681	2 236 681	2 208 303
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 220 475	1 219 767		1 219 767	1 219 767	1 182 203
Sécurité incendie	9	516 124	478 724	78 243	556 967	556 967	536 455
Sécurité civile	10	5 574	6 115	4 115	10 230	10 230	6 334
Autres	11						
	12	1 742 173	1 704 606	82 358	1 786 964	1 786 964	1 724 992
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 048 448	974 602	1 015 424	1 990 026	1 990 026	1 903 072
Enlèvement de la neige	14	571 238	734 235	83 867	818 102	818 102	770 375
Éclairage des rues	15	57 445	55 764	32 510	88 274	88 274	84 671
Circulation et stationnement	16	65 458	85 469	17 628	103 097	103 097	103 612
Transport collectif							
Transport en commun	17	24 357	24 357		24 357	24 357	23 267
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	1 766 946	1 874 427	1 149 429	3 023 856	3 023 856	2 884 997

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	798 360	857 314	359 696	1 217 010	1 217 010	1 349 304
Réseau de distribution de l'eau potable	23	290 848	274 467	338 244	612 711	612 711	600 165
Traitement des eaux usées	24	149 615	160 528	231 433	391 961	391 961	396 520
Réseaux d'égout	25	281 449	256 464	457 889	714 353	714 353	694 029
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	191 166	191 166	15 221	206 387	203 583	200 636
Élimination	27	305 817	305 817		305 817	511 261	466 396
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	135 443	134 592		134 592	260 039	235 530
Tri et conditionnement	29					48 874	31 951
Matières organiques							
Collecte et transport	30	183 287	185 679		185 679	229 461	196 705
Traitement	31					132 249	121 560
Matériaux secs	32	11 500	14 030		14 030	259 128	219 255
Autres	33					17 039	8 351
Plan de gestion							
Autres	35					1 030	2 251
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	37	12 025	12 087		12 087	12 087	11 763
Autres	38						
	39	2 359 510	2 392 144	1 402 483	3 794 627	4 610 786	4 534 416
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	62 345	97 875		97 875	97 875	61 566
Sécurité du revenu	41						
Autres	42						
	43	62 345	97 875		97 875	97 875	61 566

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	396 330	385 027	4 196	389 223	389 223	363 123
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						2 917
Autres biens	46	81 970	76 756		76 756	76 756	101 812
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	111 125	110 654	1 686	112 340	112 340	110 814
Tourisme	48						
Autres	49	45 774	45 774		45 774	45 774	60 029
Autres	50	41 210	241 100		241 100	241 100	36 752
	51	676 409	859 311	5 882	865 193	865 193	675 447
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	138 541	192 189	19 996	212 185	212 185	199 188
Patinoires intérieures et extérieures	53	787 375	849 260	127 481	976 741	976 741	996 326
Piscines, plages et ports de plaisance	54	1 035 646	1 083 838	245 326	1 329 164	1 329 164	1 222 336
Parcs et terrains de jeux	55	975 010	747 898	187 619	935 517	935 517	876 284
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58	139 037	158 810	27 817	186 627	186 627	174 344
	59	3 075 609	3 031 995	608 239	3 640 234	3 640 234	3 468 478
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	135 648	113 470	5 842	119 312	119 312	97 750
Bibliothèques	61	201 066	197 106	22 584	219 690	219 690	210 577
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	241 781	269 847		269 847	269 847	263 493
	65	578 495	580 423	28 426	608 849	608 849	571 820
	66	3 654 104	3 612 418	636 665	4 249 083	4 249 083	4 040 298

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	512 376	558 812		558 812	597 797	407 099
Autres frais	69					2 230	2 231
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	89 515	100 095		100 095	100 095	88 752
	72	601 891	658 907		658 907	700 122	498 082
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	3 197 784	3 408 133 (	3 408 133)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	823 696	823 696	129 606
Usines de traitement de l'eau potable	2	88 100	88 100	
Usines et bassins d'épuration	3	260 356	260 356	
Conduites d'égout	4	3 292 248	3 292 248	486 100
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		6 069	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 318 188	2 318 188	629 649
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	208 599	208 599	
Autres infrastructures	11	85 787	127 771	527 846
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 569 130	2 574 812	348 964
Édifices communautaires et récréatifs	14	(92 043)	(92 043)	368 141
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	294 798	446 445	988 020
Ameublement et équipement de bureau	18	86 086	87 895	91 337
Machinerie, outillage et équipement divers	19	103 504	107 568	412 568
Terrains	20	10 499	10 499	4 309
Autres	21			3 591
	22	10 048 948	10 260 203	3 990 131

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	1	692 725	692 725	129 606
	Usines de traitement de l'eau potable	2	88 100	88 100	
	Usines et bassins d'épuration	3	260 356	260 356	
	Conduites d'égout	4	3 161 277	3 161 277	486 100
	Autres infrastructures	5	2 219 660	2 267 713	1 157 495
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	6	130 971	130 971	
	Usines de traitement de l'eau potable	7			
	Usines et bassins d'épuration	8			
	Conduites d'égout	9	130 971	130 971	
	Autres infrastructures	10	392 914	392 914	
	Autres immobilisations corporelles	11	2 971 974	3 135 176	2 216 930
		12	10 048 948	10 260 203	3 990 131

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	15 037			15 037
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	517 400	88 579	153 440	452 539
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	13 344 086	2 371 022	605 791	15 109 317
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	13 876 523	2 459 601	759 231	15 576 893
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 624 066	1 644 671	706 518	7 562 219
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 624 066	1 644 671	706 518	7 562 219
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	6 624 066	1 644 671	706 518	7 562 219
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 624 066	1 644 671	706 518	7 562 219
	19	20 500 589	4 104 272	1 465 749	23 139 112
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	20 500 589	4 104 272	1 465 749	23 139 112

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	21 907 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 187 830
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	7 562 219
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	17 533 511
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	1 193 084
Endettement net à long terme	14	18 726 595
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	72 340
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	18 798 935
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 798 935
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	103 631	103 631	99 310
Autres	3	89 584	89 584	83 187
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 096	3 096	3 174
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	24 357	24 357	23 267
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	8 458	10 775	10 775
Matières résiduelles	12	801 725	799 725	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	8 480	8 480	8 953
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	11 876	11 876	11 876
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	46 772	46 772	47 944
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	45 774	45 774	60 029
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	15 081	15 081	18 583
Réseau d'électricité	24			
	25	1 158 834	1 159 151	359 426
				344 447

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 907 708	3 529 169
Frais de financement	4	141 240	22 313
Autres	5		
	6	10 048 948	3 551 482

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,00	35,00	34 870,00	1 463 547	379 569	1 843 116
Professionnels	2						
Cols blancs	3	34,00	35,00	62 642,00	1 446 591	264 574	1 711 165
Cols bleus	4	24,00	40,00	49 522,00	1 520 895	393 040	1 913 935
Policiers	5						
Pompiers	6	34,00	2,40	4 256,00	174 823	17 142	191 965
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	111,00		151 290,00	4 605 856	1 054 325	5 660 181
Élus	9	7,00			155 424	36 529	191 953
	10	118,00			4 761 280	1 090 854	5 852 134

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	258				258
Réseau de distribution de l'eau potable	3	28 754	73 445	166 908		269 107
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	41 185	2 875 621	136 562		3 053 368
Autres	6	332 316	2 199 924	455 205	70 000	3 057 445
	7	402 513	5 148 990	758 675	70 000	6 380 178

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	62 590	57 970
	4	62 590	57 970
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	33 471	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	33 471	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	142 443	85 885
Enlèvement de la neige	11	3 606	
Autres	12	7 311	9 340
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	153 360	95 225
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	125 027	90 147
Réseau de distribution de l'eau potable	17	42 441	24 012
Traitement des eaux usées	18	31 499	26 091
Réseaux d'égout	19	73 831	35 439
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	272 798	175 689
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	136 688	138 313
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	136 688	138 313
Réseau d'électricité			
	40		
	41	658 907	467 197

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean-Claude Léveillé	1.1 Maire	47 529	18 207	8 308	4 154
Renée-Claude Pichette	1.2 Conseiller	10 202	5 101		
Francyne Bouchard	1.3 Conseiller	10 202	5 101		
Jean-Pierre Pagé	1.4 Conseiller	10 202	5 101		
Sylvie Lambert	1.5 Conseiller	10 202	5 101	762	381
Francis Bellemare	1.6 Conseiller	10 202	5 101		
Danie Blais	1.7 Conseiller	10 202	5 101		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ 62 548 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

Systèmes de drainage

51 _____ \$

Abords de routes

52 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-10-375
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-28
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 1
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 785
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 297
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-27

Nom du signataire : KARINE NAUD

Fonction du signataire : TRÉSORIÈRE

Date de transmission au Ministère : 2024-05-28

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-28 09:04

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	13 812 684	14 578 132	15 513 746	1 634 021	16 320 746
Investissement	2	331 139	19 068 922	6 716 540	33 568	6 750 108
	3	14 143 823	33 647 054	22 230 286	1 667 589	23 070 854
Charges	4	15 868 131	16 219 642	16 713 186	1 684 395	17 570 560
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 724 308)	17 427 412	5 517 100	(16 806)	5 500 294
Moins : revenus d'investissement	6	(331 139)	(19 068 922)	(6 716 540)	(33 568)	(6 750 108)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 055 447)	(1 641 510)	(1 199 440)	(50 374)	(1 249 814)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 207 594	3 197 784	3 408 133	208 008	3 616 141
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(764 367)	(764 824)	(583 682)	(175 549)	(759 231)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(1 153 496)	(791 450)	(714 674)	(9 375)	(724 049)
Excédent (déficit) accumulé	12	725 735		189 880	68 930	258 810
Autres éléments de conciliation	13	100 895		164 533		164 533
	14	2 116 361	1 641 510	2 464 190	92 014	2 556 204
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	60 914		1 264 750	41 640	1 306 390

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	51 534	95 274	239 607
Débiteurs	2	11 494 565	16 542 909	16 936 309
Placements de portefeuille	3			412 544
Autres	4	6 392	6 392	6 392
	5	11 552 491	16 644 575	17 594 852
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	19 122 000	21 733 046	22 962 516
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	7 330 526	10 745 894	11 387 738
	10	26 452 526	32 478 940	34 350 254
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(14 900 035)	(15 834 365)	(16 755 402)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	77 887 430	84 567 839	86 720 573
Autres	13	1 171 645	942 666	960 435
	14	79 059 075	85 510 505	87 681 008
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	403 776	1 479 111	1 708 153
Excédent de fonctionnement affecté	16	156 527	290 599	382 473
Réserves financières et fonds réservés	17	15 899	21 894	21 894
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	610 024)(	587 458)(	587 458)(
Financement des investissements en cours	19	(2 521 973)	(2 903 998)	(2 910 822)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	66 714 835	71 375 992	72 297 514
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			13 852
	22	64 159 040	69 676 140	70 925 606

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1	290 599	156 527
	2	290 599	156 527
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	91 874	233 702
	4	382 473	390 229
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	8 677	15 899
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	13 217	
Autres			
▪	14.1		
	15	21 894	15 899
	16	404 367	406 128

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	17 533 511
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	18 798 935

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023 Total consolidé	2022 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	15 037	15 037
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	15 109 317	13 344 086
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	452 539	517 400
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 562 219	6 624 066
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	23 139 112	20 500 589

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	9 981 052	10 570 780	10 579 598	10 579 598
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 828 960	1 935 832	1 946 055	1 946 055
Quotes-parts	14				
Transferts	15	361 164	372 808	417 513	744 903
Services rendus	16	904 125	932 842	1 082 550	1 496 906
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	702 464	683 170	928 970	952 400
Autres	18	34 919	82 700	559 060	600 884
	19	13 812 684	14 578 132	15 513 746	16 320 746
Investissement					
Taxes	20	149 950	66 650	45 150	45 150
Quotes-parts	21				
Transferts	22	161 924	18 882 272	5 962 665	5 996 233
Autres	23	19 265	120 000	708 725	708 725
	24	331 139	19 068 922	6 716 540	6 750 108
	25	14 143 823	33 647 054	22 230 286	23 070 854

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	2 158 480	2 105 365	131 316	2 236 681	2 236 681	2 208 303
Sécurité publique							
Police	2	1 220 475	1 219 767		1 219 767	1 219 767	1 182 203
Sécurité incendie	3	516 124	478 724	78 243	556 967	556 967	536 455
Autres	4	5 574	6 115	4 115	10 230	10 230	6 334
Transport							
Réseau routier	5	1 742 589	1 850 070	1 149 429	2 999 499	2 999 499	2 861 730
Transport collectif	6	24 357	24 357		24 357	24 357	23 267
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 520 272	1 548 773	1 387 262	2 936 035	2 936 035	3 040 018
Matières résiduelles	9	827 213	831 284	15 221	846 505	1 662 664	1 482 635
Autres	10	12 025	12 087		12 087	12 087	11 763
Santé et bien-être	11	62 345	97 875		97 875	97 875	61 566
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	396 330	385 027	4 196	389 223	389 223	363 123
Promotion et développement économique	13	156 899	156 428	1 686	158 114	158 114	170 843
Autres	14	123 180	317 856		317 856	317 856	141 481
Loisirs et culture	15	3 654 104	3 612 418	636 665	4 249 083	4 249 083	4 040 298
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	601 891	658 907		658 907	700 122	498 082
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	13 021 858	13 305 053	3 408 133	16 713 186	17 570 560	16 628 101
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 197 784	3 408 133 (	3 408 133)			
	21	16 219 642	16 713 186		16 713 186	17 570 560	16 628 101

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	331 139	6 716 540	33 568	6 750 108
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 551 482)(	10 048 948)(	211 255)(	10 260 203)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	492 092)(	1 900)(	)	1 900)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 155 235	2 317 329	142 274	2 459 603
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 153 496	714 674	9 375	724 049
Excédent accumulé	6	644 400	129 378	19 214	148 592
	7	(1 090 443)	(6 889 467)	(40 392)	(6 929 859)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(759 304)	(172 927)	(6 824)	(179 751)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14